

Journée internationale des migrants

Manifestation avec lampes de poche, lampions, flambeaux, etc.

Apportez une lumière, un instrument de musique



Rassemblement départemental à Privas devant la Préfecture

Lundi 18 décembre 2017 à 17h30

Pour les droits des travailleurs migrants et de leurs familles, pour la régularisation des sans-papiers, pour l'égalité et le respect des droits

Parce que le 18 décembre marque l'anniversaire de la Convention internationale pour les droits des travailleurs migrants et de leurs familles, RESF Ardèche appelle à manifester lundi 18 décembre 2017. Nous voulons que la France la ratifie. Nous voulons le respect des droits fondamentaux pour tous les migrants et demandeurs d'asile.

Certes, l'action des collectifs de sans-papiers, les mobilisations citoyennes autour du Réseau Éducation Sans Frontières (RESF), l'engagement de syndicats aux côtés des travailleurs-ses sans-papiers en grève, le soutien d'associations, permettent d'empêcher des expulsions et d'obtenir des régularisations. Mais le droit d'asile reste bafoué. **L'enfermement d'hommes, de femmes et d'enfants dans des Centres de Rétention Administratifs, les expulsions, les violences, continuent.**

Les sans-papiers sont soumis à une terrible précarité, victimes d'un système qui encourage leur surexploitation au travail, les pénalise sur tous les plans : santé, insertion sociale et professionnelle, vie familiale. Beaucoup de sans-papiers, dont de très nombreuses femmes, dont le travail n'est pas déclaré, ou qui sont payés en dessous du SMIC, se voient refuser des titres de séjour. Et ceux qui sont régularisés le sont trop souvent avec des titres précaires.

Non à la banalisation de la xénophobie et du racisme

Cette logique de plus en plus répressive et xénophobe fait des milliers de victimes, dans la Méditerranée et à d'autres frontières, au pied des murs de l'Europe forteresse. **Des jeunes, Mineurs Isolés Étrangers, scolarisés, sont à la rue.** La situation humanitaire de milliers d'enfants, dont les familles sont expulsées, est encore pire outre-mer, à Mayotte. La persécution des Roms, citoyens européens, continue et s'aggrave, au mépris des droits des personnes humaines, des droits des enfants. La banalisation du racisme et des discriminations, en lien avec l'origine ou la religion, met à mal les principes républicains de liberté, d'égalité, de fraternité.

Pour régulariser les sans-papiers, la loi doit changer

Mais les projets de lois gouvernementaux ne font que pérenniser et aggraver la réforme du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile (CESEDA) à laquelle nous nous opposons en 2006. Ils ne contiennent aucune avancée vers les libertés de circulation et d'installation. Rien ne permet la régularisation des sans-papiers qui travaillent, étudient et vivent ici. Des moyens nouveaux sont même donnés au pouvoir administratif pour les expulser, au détriment du pouvoir judiciaire, des droits et libertés de tous. Les titres de séjour sont à statuts et durées variables, réservés au bout du compte à des migrants choisis.

Nous demandons :

- La régularisation des migrant-e-s privé-e-s de titres de séjour, afin qu'ils aient des conditions de vie et de travail à égalité de droit et de traitement
- La délivrance d'un titre de séjour unique, d'une carte de résident à tous
- La fermeture des centres de rétention
- Une pleine citoyenneté de résidence
- Le respect du droit d'asile, de la dignité humaine



Manifestation lundi 18 décembre 2017, à Privas, dès 17h30, devant la Préfecture

RESF appelle à se souvenir des réfugiés et des migrants qui ont disparu en tentant d'arriver à bon port après de pénibles voyages à travers les mers et les déserts, invite les gens à participer à la veillée aux chandelles, pour commémorer les migrants qui ont perdu la vie cette année. Chacun d'eux a un nom, une histoire. Ces migrants ont quitté leurs pays d'origine en quête de meilleures opportunités et de sécurité pour leurs familles - aspirations que chacun de nous s'efforce d'atteindre.

Pour ce changement de regard sur l'immigration et pour ces réformes urgentes, nous exigeons la scolarisation des enfants ; le droit au travail ; le droit à un logement ; le droit à la santé ; la ratification de la convention adoptée le 18 décembre 1990 par l'Assemblée Générale des Nations Unies sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leurs familles ; le réexamen du Code de Séjour des étrangers et des demandeurs d'asile (CESEDA) ; la pleine restauration du droit d'asile .

Il y a urgence...

Urgence de promouvoir un changement du regard porté sur les étrangers vivant parmi nous dans un **souci de justice, d'égalité et de fraternité**.

Urgence de transformer les relations sociales, **construire une société hospitalière** et la possibilité d'un « vivre ensemble » porteur d'espoir pour tous les habitant.e.s de ce pays.

Urgence de transcrire dès maintenant ces valeurs dans des **mesures concrètes concernant les migrants pour assurer le respect des droits humains, la justice et la solidarité**.



*RESF (Réseau Education Sans Frontières)
FSU Maison des syndicats 25 avenue de la Gare 07000 Privas
[ne pas jeter sur la voie publique]*